

ENQUETE CAMEROUNAISE AUPRES DES MENAGES (ECAM)

VOLUME II: RESULTATS

**Tome 5 : LES MODIFICATIONS DES PRIX RELATIFS ET DE LA DEMANDE
DES BIENS ET SERVICES DE CONSOMMATION FINALE DES MENAGES
ENTRE 1993 ET 1996 ET LEURS IMPACTS SUR L'OFFRE.**

Yaoundé, Décembre 1997

SOMMAIRE

INTRODUCTION	64
CHAPITRE I- EVOLUTION DES PRIX RELATIFS DE QUELQUES PRODUITS ALIMENTAIRES DE GRANDE CONSOMMATION DE 1993 A 1996.	65
1.1) Evolution des prix relatifs de quelques produits alimentaires de grande consommation	66
1.1.1- Prix relatif du riz par rapport à quelques céréales et tubercules locales	66
1.1.2- Prix relatif du riz par rapport au manioc en tubercule	68
1.1.3- Prix relatif du pain par rapport au bâton de manioc "bibolo"	69
CHAPITRE II- EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MENAGES A YAOUNDE ENTRE 1993 ET 1996.	70
2-1) La dépense d'alimentation, de boissons et de tabacs.	70
2-2) Les autres postes de dépense	72
CHAPITRE III- MODIFICATION DE LA DEMANDE DE CERTAINS BIENS DE GRANDE CONSOMMATION	74
3-1) Les hypothèses d'extrapolation	74
3-2) Résultats	75
3.2.1- Le riz et les produits vivriers substituables locaux	75
3.2.2- Les viandes et les poissons	75
3.2.3- Les farines	76
3.2.4- Les produits de l'agro-industrie	76
3.2.5- Les produits des industries du textile et du bois	78
CHAPITRE IV- IMPACTS DES MODIFICATIONS DE LA DEMANDE SUR L'OFFRE	79
4.1- Evolution des importations de quelques produits de grande consommation entre 1993 et 1996	79
4.1.1- Produits alimentaires	79
4.1.2- Autres produits	84
4.2- Impacts sur la production de quelques biens de consommation finale des ménages entre 1993 et 1996.	85
4.2.1- Evolution des exportations	86
4.2.2- Evaluation de l'impact de la modification des prix relatifs et de la demande des ménages sur la production nationale de quelques biens de consommation finale des ménages.	94
CONCLUSION	96

INTRODUCTION

Les années 1994 et 1995 ont connu d'importantes réformes sur le plan économique. D'abord la dévaluation du Franc CFA survenue en Janvier 1994, ensuite l'introduction de la TCA et de la Réforme Fiscale-douanière en UDEAC. Les deux premières réformes ont eu une incidence directe sur la demande des ménages par la hausse des prix des biens et des services qu'elles ont provoquée. Il était aussi attendu qu'elles provoquent une réorientation des origines des importations en faveur des pays de la même zone monétaire ou à monnaie plutôt faible. Quant à la réforme fiscale-douanière, elle visait à minimiser l'effet des premières sur les prix de détail en même temps qu'elle devait stimuler les échanges à l'intérieur de la sous région UDEAC. Nous nous plaçons dans le cadre d'un schéma keynésien pour lequel la demande effective constitue le principal moteur de l'économie et influence tous les autres, notamment l'appareil de production et le commerce extérieur. En Mai 1993, soit l'année précédant ces importantes mesures, il a été réalisé à Yaoundé une enquête sur la consommation des ménages. C'est la seule opération à partir de laquelle l'on peut essayer d'évaluer la demande effective des ménages au Cameroun dans la période de crise et avant la dévaluation. L'année 1996 a aussi connu et cette fois sur l'ensemble du territoire nationale une enquête sur la consommation des ménages. Cette publication a pour objectif d'évaluer à partir des résultats de ces deux opérations:

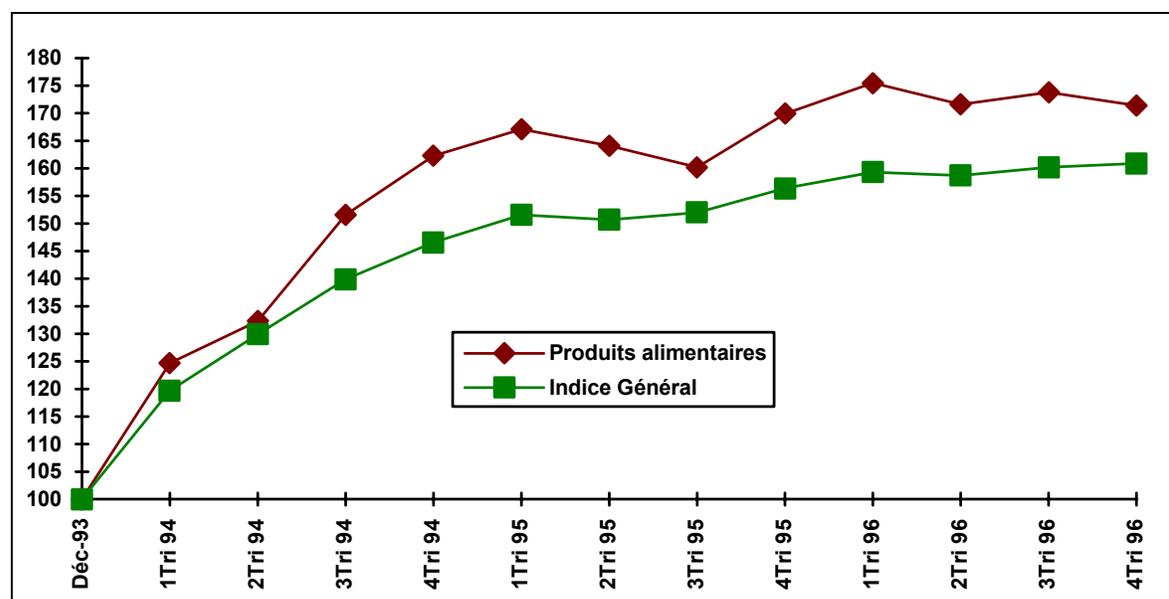
1°) le degré de modification des prix relatifs et de la demande de consommation finale en structure et en niveau entre 1993 et 1996;

2°) l'impact de cette modification sur l'offre (production et importation) ainsi que sur l'origine des importations pour quelques produits de grande consommation.

CHAPITRE I- Evolution des prix relatifs de quelques produits alimentaires de grande consommation de 1993 à 1996.

Par son poids (40,3%) dans le budget de référence de l'Indice des Prix de détail à la consommation finale des ménages à Yaoundé, le poste "Alimentation, Boissons et Tabacs" est celui dont l'évolution influence le plus celle de l'indice général. On observe néanmoins quelques exceptions, au troisième trimestre 95 par exemple. Au cours du troisième trimestre 95, l'indice des produits alimentaires baisse de 2,4 % alors que l'indice général a crû de 0,9 %. On se rappelle qu'au cours de ce trimestre ont eu lieu une hausse du prix du carburant ainsi que celle du prix du pétrole lampant. Ces nouveaux prix ont induit respectivement une hausse de 5,6 % sur l'indice des transports et 4,0 % sur l'indice des dépenses de maison. Les deux postes de dépenses constituent à peu près le tiers du budget de référence.

Graphique 1: Evolution comparée de l'indice général et celui des produits alimentaires



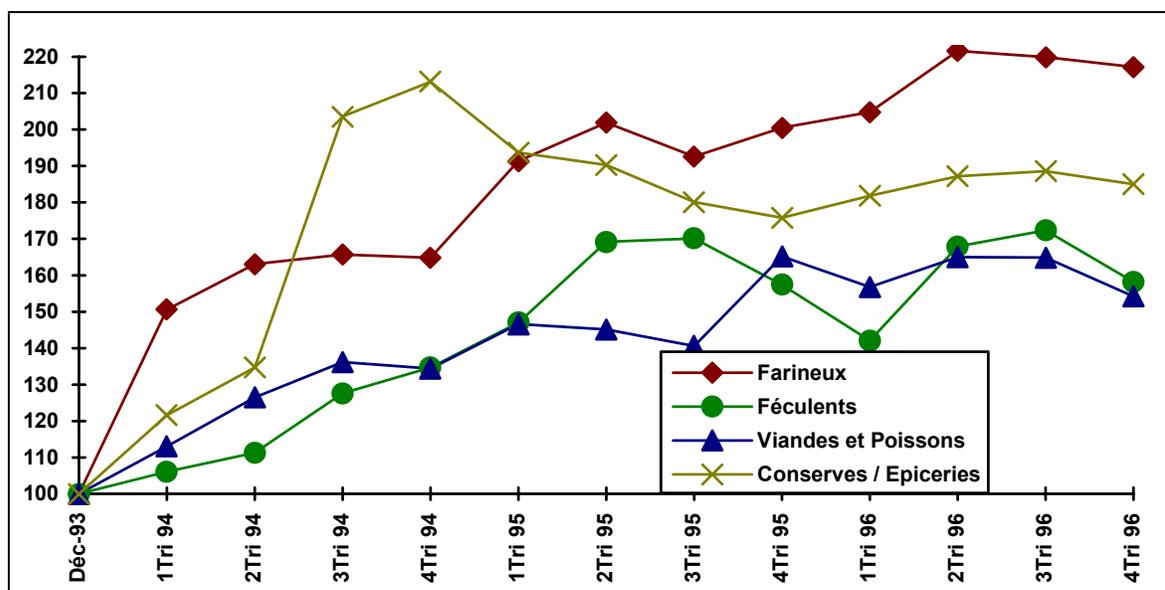
Source: Calcul à partir des indices des prix publiés par le MINEFI/STATISTIQUE

Les produits alimentaires sont aussi les plus volatiles quant aux prix à cause des produits saisonniers, les légumes et les fruits principalement. A la fin de l'année 1996 l'indice de prix de détail à la consommation finale des ménages pour les produits alimentaires est de 173,1 (base 100 = Décembre 1993), niveau le plus élevé de tous les postes des dépenses de consommation finale des ménages à Yaoundé. Les sous postes les plus importants de ce poste budgétaire sont : les viandes et poissons, les féculents, les huiles, graisses et divers et les farineux.

Les évolutions de leurs indices respectifs sont représentées par le graphique 2 ci-dessous.

On constate que les produits farineux (pain, farine de blé, pâtisserie, riz) sont ceux qui ont été en moyenne les plus frappés par la hausse des prix. Ils n'ont été dépassés qu'au deuxième et troisième trimestre par les "huiles, graisses et divers" qui comprennent entre autres les huiles et le sel. La hausse des prix sur les féculents (banane plantain, pomme de terre, patate etc.) et "les viandes et poissons" a été moins importante: leurs indices respectifs au quatrième trimestre 1996 est de 160,1 et 160,2 contre 215,8 et 185,7 pour les "farineux" et les huiles, graisses et divers.

Graphique 2 : Evolution comparée des indices des principaux postes alimentaires



Source: Calcul à partir des indices des prix publiés par le MINEFI/STATISTIQUE

1.1) Evolution des prix relatifs¹ de quelques produits alimentaires de grande consommation

1.1.1- Prix relatif du riz par rapport à quelques céréales et tubercules locales

Le prix du riz importé a toujours été sous le contrôle de l'Etat avant la dévaluation. Néanmoins, il a toujours été en terme de prix très compétitif par rapport aux produits locaux malgré les prélèvements douaniers parafiscaux et de la caisse de péréquation.

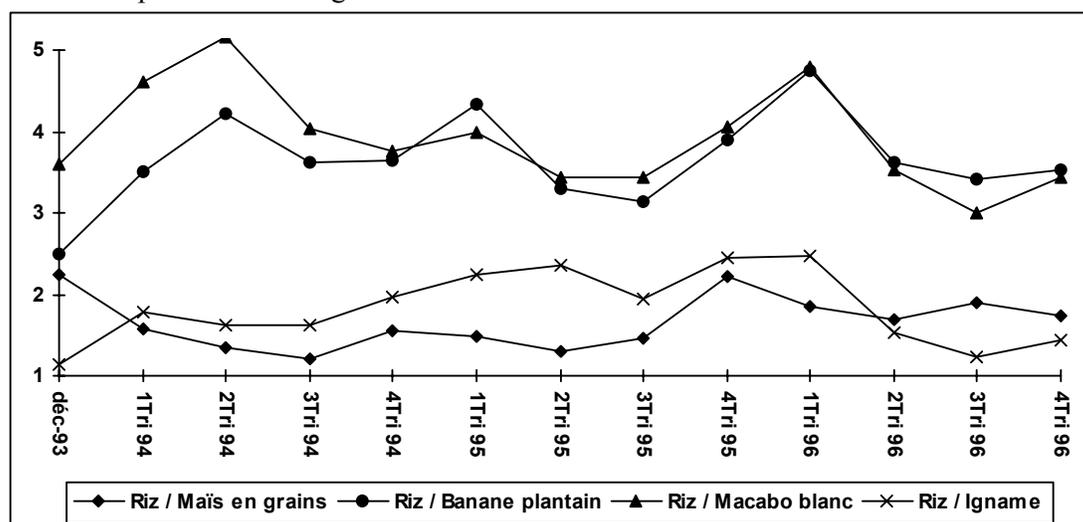
En fait, le doublement du prix du riz à l'importation en FCFA du fait de la dévaluation n'aurait eu qu'un impact très limité sur le prix du riz à la consommation si l'Etat renonçait à ces prélèvements. Le prix du kg de riz est passé à Yaoundé de 155 FCFA en moyenne en Décembre 1993, à 220 et

¹ Le prix relatif d'un produit x par rapport au produit y est égal au prix du produit x divisé par celui du produit y exprimé dans la même unité. Exemple: prix du kg de riz / prix du kg de banane plantain; si ce prix s'élève alors le riz perd en compétitivité par rapport à la banane plantain, il gagne dans le cas contraire. Le produit dont le prix est au dénominateur perd en compétitivité prix si la valeur du rapport croît et gagne dans la situation contraire.

240 FCFA respectivement au premier, deuxième et troisième trimestre 1994. Aux derniers trimestres des années 1995 et 1996, le kg du riz vaut en moyenne respectivement 336 FCFA et 311 FCFA à Yaoundé.

En général, les prix relatifs du riz par rapport aux produits vivriers locaux se sont fortement élevés après la dévaluation. Cette hausse est continue jusqu'au deuxième trimestre 1994 pour la banane plantain, le macabo et le manioc en tubercules. La tendance s'inverse ou ralentit entre le deuxième trimestre 1994 et le troisième trimestre 1995 pour la banane plantain et le macabo blanc. Ces deux prix remontent ensuite jusqu'au premier trimestre 96 pour commencer à diminuer jusqu'à la fin de l'année 1996. Néanmoins, le prix relatif du riz par rapport à ces deux produits demeure jusqu'ici au-dessus de celui d'avant la dévaluation. Le gain de compétitivité sur le riz suite à la dévaluation ne s'est donc pas encore totalement estompé à la fin de l'année 1996.

Graphique 3 : Evolutions du prix du riz rapporté: au prix de la banane plantain, au prix du macabo blanc et au prix du maïs en grains



Source: Calcul à partir des indices des prix publiés par le MINEFI/STATISTIQUE

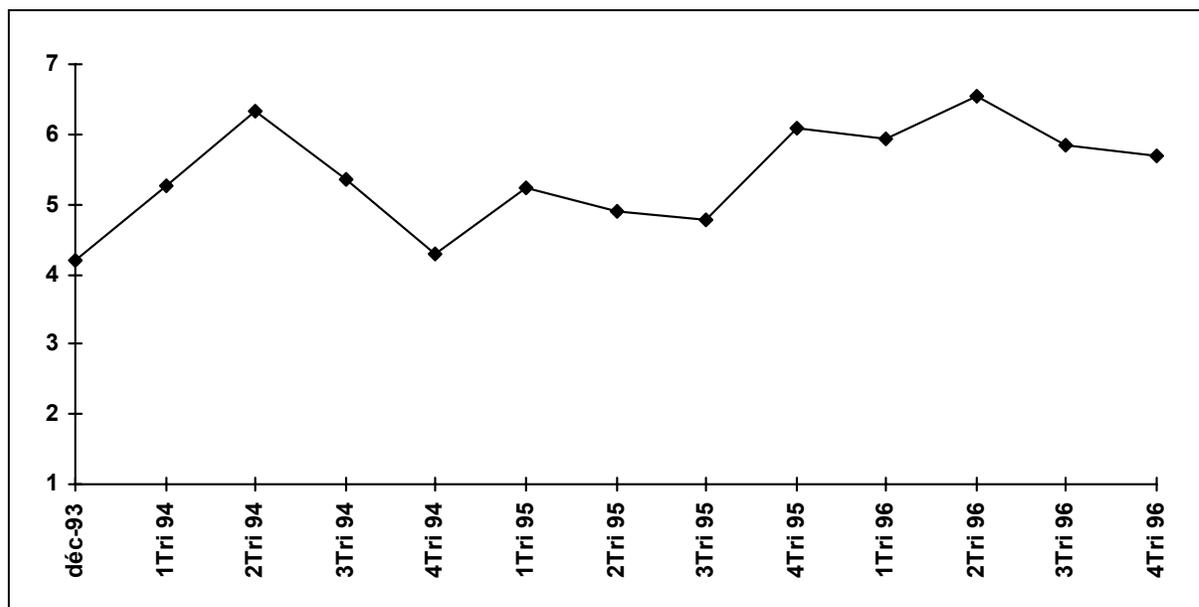
Le maïs en grain aura fait exception à la règle. Dès le début de l'année 1994, le prix relatif du riz par rapport au maïs en grain est de 1,57 contre 2,25 avant la dévaluation. Jusqu'au troisième trimestre 95, ce prix ne se modifie pas sensiblement.

Ce n'est qu'à partir du quatrième trimestre que l'on observe une modification significative, mais jusqu'à la fin de l'année 1996, il reste en dessous de celui d'avant la dévaluation.

1.1.2- Prix relatif du riz par rapport au manioc en tubercule

Le manioc en tubercules est le produit vivrier par rapport auquel le prix relatif du riz a le plus augmenté après la dévaluation : 5,25, 6,24 et 5,37 respectivement au premier, deuxième et troisième trimestres 1994 contre 4,19 avant la dévaluation. Ce prix relatif, malgré quelques baisses importantes entre temps s'est toujours maintenu au-dessus de son niveau d'avant la dévaluation et se situe au dernier trimestre de l'année 1996 à 5,69.

Graphique 4 : Evolution du prix du riz rapporté au prix du manioc en tubercules



Source: Calcul à partir des indices des prix publiés par le MINEFI/STATISTIQUE

L'on peut dire que la dévaluation du FCFA a été immédiatement suivie d'une nette amélioration du revenu monétaire des populations rurales qui approvisionnent les villes. En effet, dans un premier temps, les habitants de Yaoundé par exemple, face à la hausse du prix du kg de riz ont tenté de lui substituer surtout les tubercules locaux qui étaient devenues relativement moins chères par rapport au riz. Cependant, on constate qu'au fur et à mesure que le temps passe ces produits vivriers perdent des points engrangés grâce à la dévaluation par rapport au riz.

L'une des conditions de conservation de cette compétitivité était que l'offre suive l'augmentation de la demande de ces produits en ville. Cela ne semble pas encore être le cas tout au moins en ce qui concerne la banane plantain et le macabo blanc.

Le manioc est le seul produit qui a maintenu une compétitivité élevée jusqu'à cette fin de l'année 1996.

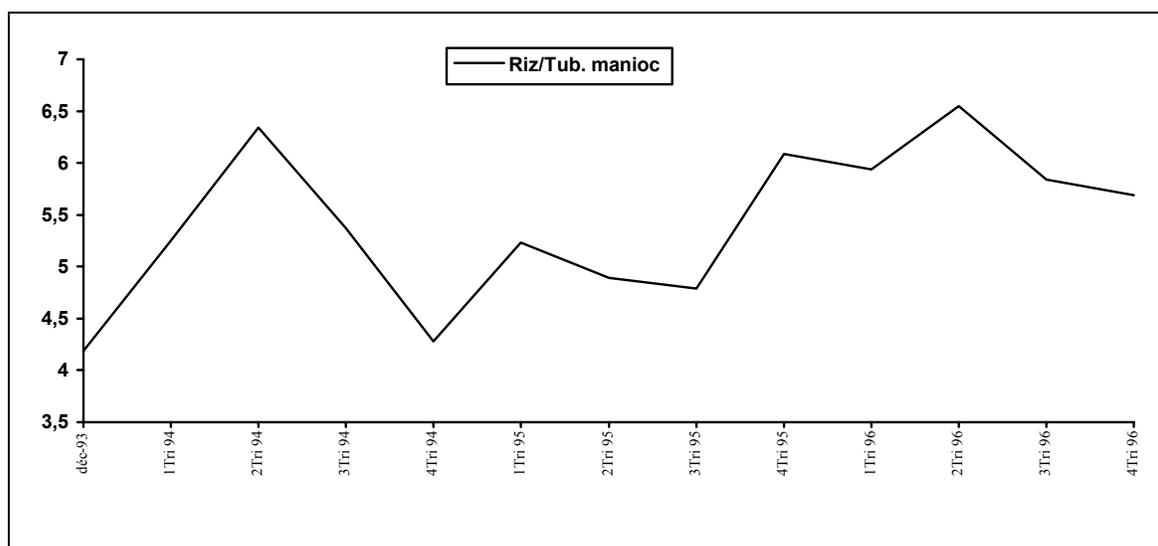
Une autre raison de la difficulté des produits vivriers locaux à maintenir leur compétitivité prix par rapport au riz pourrait être la stabilité voire la baisse du prix international du riz après

l'intermède des derniers trimestres de l'année 95. Au mois de Novembre de cette année, la brisure de riz thaïlandaise valait 300 \$ la tonne contre 150 \$ en fin 93. Ce prix a recommencé à baisser en 1996 (236 \$ la tonne au mois de Mai). Si cette tendance continue et que l'offre des produits vivriers ne s'améliore pas, cela risquerait de compromettre davantage leur compétitivité par rapport au riz. Car, sur un autre plan que le prix, notamment la facilité de préparation et de cuisson, la régularité sur les marchés, le riz offre un grand avantage par rapport aux produits vivriers locaux. C'est pourquoi les ménages ne substitueront de manière durable les produits vivriers locaux au riz que s'ils maintiennent par rapport à ce dernier et sur une longue période un avantage prix important.

1.1.3- Prix relatif du pain par rapport au bâton de manioc "bibolo"

En examinant le prix du pain rapporté à celui du bâton de manioc bibolo, on constate une nette amélioration de la compétitivité du bâton de manioc par rapport au pain juste après la dévaluation. A partir du deuxième trimestre 1994 jusqu'au troisième trimestre 1995, ce prix relatif baisse sans toutefois atteindre son niveau d'avant la dévaluation. A partir du quatrième trimestre 95 jusqu'au troisième trimestre 1996, c'est l'envolée : le prix relatif du pain par rapport au bâton de manioc atteint jusqu'à 1,40 contre 0,75 avant la dévaluation.

Graphique 5 : Evolution du prix relatif du pain par rapport au bâton de manioc bibolo



Source: Calcul à partir des indices des prix publiés par le MINEFI/STATISTIQUE

CHAPITRE II- Evolution de la structure des dépenses de consommation finale des ménages à Yaoundé entre 1993 et 1996.

En 1993, l'ensemble des ménages de la capitale a consacré 219,1 milliards de F.CFA, soit 229300 F.CFA par personne aux biens et services de consommation finale. Ce montant s'élève à 329,1 milliards de F.CFA, soit 286600 F.CFA par personne en 1996. En valeur la dépense de consommation finale des ménages à Yaoundé a progressé de 50,2% alors qu'en volume elle est de 9,0% inférieure à celle de 1993.

Tableau 1: Structure de la dépense de consommation finale des ménages à Yaoundé en 1993 et 1996

	en 1993	1996 en F courants	1996 en F de 1993
Alimentation, Boissons et Tabacs	36,1	39,3	32,4
Habillement et chaussures	8,4	6,4	6,4
Dépenses de maison	23,3	18,4	26,2
Santé et soins personnels	8,4	10,4	11,5
Transports et communications	13,2	17,4	16,3
Education	8	6,9	5,8
Loisirs et autres biens et services divers	2,6	1,2	1,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source: Calcul à partir de la Mini-EBC 93 et ECAM 96. MINEFI/STATISTIQUE

2-1) La dépense d'alimentation, de boissons et de tabacs.

De 82,8 milliards de F.CFA en 1993, la dépense totale d'alimentation et de boissons des ménages à Yaoundé s'élève à 105,1 milliards de F.CFA en 1996. L'augmentation en valeur est de 63,4%, taux légèrement inférieur au taux d'accroissement de l'indice des prix des produits alimentaires entre les deux périodes (70,1%). Cette dépense pèse plus lourd en valeur (39,3%) par rapport à l'année 1993 (36,1%). En cette année 1996, la consommation alimentaire en volume de la période d'avant la dévaluation est pratiquement rattrapée après les années 1994 et 1995 pendant lesquelles la baisse en volume était très importante (de l'ordre de 20%), cette baisse n'est plus que de 2,1%. Ceci traduit une amélioration certaine du niveau de vie dans la capitale entre 1994 et 1996. L'on peut sans risque de se tromper affirmer que cette situation s'est davantage améliorée cette année 1997 dans la capitale avec le dégel des avancements et le réaménagement des salaires dans la Fonction Publique survenue en début d'année. Par ailleurs, au cours de la période 1994-1996 les ménages ont su progressivement réaliser et à l'intérieur de leur panier de consommation des substitutions qui les ont permis de minimiser les effets de la hausse des prix sur le niveau de

la consommation alimentaire.

Ainsi, lorsque l'on considère la structure de la dépense de consommation finale en volume, le poids des dépenses alimentaires est de 32,4%, soit 4 points de moins que ce qu'elles représentaient en 1993.

- Les céréales et produits céréaliers ne représentent plus que 13% des dépenses d'alimentation, de boisson et de tabacs contre 17% en 1993;
- La part des huiles, graisses et divers baisse de 3 points et celle des viandes de 8 points;
- Les groupes de produits dont les parts sont en hausse significative dans ce budget sont: les féculents, les fruits et noix, le lait et les produits laitiers, les repas et boissons hors ménage. Les accroissements ont été assez importants pour les deux derniers: la part des repas hors ménage passe de 1,4% en 1993 à 5,4% en 1996, celle des boissons hors ménage de 2,3% à 7,4%. Ce phénomène d'une plus grande individualisation de la consommation alimentaire a été observé dans les grandes villes de la zone F.CFA après la dévaluation. Toutefois, dans le cas du Cameroun et de Yaoundé en particulier le changement des horaires de travail intervenu après les baisses de salaire de Novembre 1993 nous semble être la principale cause de cet accroissement.

Tableau 2: Structure en % des de la dépense d'alimentation, de boisson et de tabacs à Yaoundé en 1993 et 1996

Période	1993	1996 en	1996 en
Groupes de produits		F courants	F de 1993
Céréales et produits céréaliers	16,9	13,0	10,4
Féculents et amidons	11,1	12,2	12,9
Légumes, légumineuses et graines	10,8	11,2	9,7
Fruits et noix	3,1	4,3	5,7
Lait, produits laitiers et œufs	2,8	3,8	4,2
Huiles, graisse et divers	12,7	9,4	9,0
Viandes	18,6	10,9	12,3
Poissons, crustacés et mollusques	13,57	13,7	13,3
Repas hors ménage	1,4	5,9	6,0
Boissons dans le ménage	6,4	7,4	8,0
Boissons hors ménage	2,2	7,4	7,3
Tabacs	0,6	0,8	1,1
Total	100,0	100,0	100,0

Source: Calcul à partir de la Mini-EBC 93 et ECAM 96. MINEFI/STATISTIQUE

N.B.: Les déflateurs qui permettent de passer des valeurs courantes en 1996 aux mêmes valeurs en Francs CFA de 1993 par sous groupe sont constitués des indices des prix des sous groupes calculés par la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale.

Dans la reconstitution de leur panier de consommation, les ménages ont été très sensibles à l'évolution des prix relatifs des produits substituables. L'objectif premier de cette reconstitution a été de maintenir le niveau de la consommation en volume indépendamment de la qualité.

Ainsi, en ce qui concerne la consommation alimentaire particulièrement, cette recombinaison s'est opérée le plus souvent au détriment des aliments les plus riches en nutriments. Un des effets recherchés par la dévaluation du F.CFA était justement le déplacement de la consommation des ménages des produits importés ou à forte composante d'inputs importés vers les produits substituables locaux. Cela devait se traduire dans l'alimentation par une plus grande préférence des ménages pour les produits vivriers locaux devenus plus compétitifs par rapport au passé.

2-2) Les autres postes de dépense

Les dépenses d'habillement et de chaussures passent de 8,4% des dépenses totales de consommation finale en 1993 à 16,4% en 1996. La chute de la consommation en volume a été amortie grâce aux importations massives de la friperie moins chère, laquelle a suivi la dévaluation du F. CFA. Ces importations s'élevaient à 3897 tonnes pour une valeur de 2036 millions de F.CFA en 1993. En 1996, cette quantité est multipliée par plus de cinq (20059 tonnes) ainsi que la valeur (12168 millions de F.CFA.).

Les dépenses de maison baissent en part dans la consommation finale des ménages en 1996 par rapport à 1993. Les ménages ont réalisé beaucoup d'effort pour comprimer cette catégorie de dépense. Ils ont par exemple regagné des maisons en construction non encore complètement achevées et baissé leurs exigences quant au standing. Par ailleurs, ils ont accéléré malgré "les temps difficiles" les chantiers de construction pour se dégager de la contrainte devenue plus forte de paiement d'un loyer. En volume, les dépenses de maison augmentent plutôt relativement en 1996 par rapport à 1993. Les prix des loyers et des services domestiques ont été assez stables de 1994 jusqu'aujourd'hui. L'on se rappelle que l'une des mesures d'accompagnement prises par les pouvoirs publics après la dévaluation était la division par deux des loyers des maisons de la SIC occupées par le personnel de l'Etat. Au prix de 1993 l'on est mieux logé aujourd'hui.

Les dépenses de santé et de soins personnels augmentent en part dans la consommation finale des ménages en passant de 8,4% en 1993 à 10,4% et 11,5% en 1996 respectivement en valeur et en volume. La dépense de santé et de pharmacie par tête croît de 7% en volume entre les deux périodes, dénotant ainsi une légère amélioration de l'accessibilité aux institutions sanitaires ainsi qu'une préoccupation toujours plus grande des ménages quant à leur santé. Au cours de la période, la plupart des institutions sanitaires dans la capitale ont baissé leurs frais de consultation afin

d'attirer de la clientèle devant l'obligation de couverture des coûts par les recettes exigée par les mesures d'ajustement structurel et la concurrence qui s'est implicitement instaurée entre elles.

Les dépenses de transport et de communication qui seraient plutôt à classer parmi les dépenses difficilement compressible à causes des pratiques sociales courantes: visites familiales, deuils, vacances des enfants etc. ont augmenté à la fois en valeur et en volume. Elles représentaient 13,2% des dépenses de consommation finale en 1993 contre 17,4% en valeur et 16,3% en volume en 1996. Cette augmentation en volume dénote une fois de plus une certaine amélioration du niveau de vie des populations de Yaoundé par rapport à l'année 1993.

Les dépenses d'éducation baissent en poids dans les dépenses de consommation des ménages de 1 point en valeur et de 2 points en volume en 1996 par rapport à 1993. La présentation obligatoire des effets scolaires (livres, cahiers, deux tenues etc.) avant l'inscription dans la plupart des établissements scolaires a été supprimée par la majorité des chefs d'établissement scolaires à partir de la rentrée 1994/1995. Par ailleurs, les frais de scolarité, pour les raisons similaires à celles explicitées ci-dessus en ce qui concerne la santé, ont eu plutôt tendance à baisser entre les deux périodes. Les établissements publics ont eu tendance à recruter plus que leurs capacités d'accueil ne leur permettaient à cause des pressions de nombreux parents qui n'avaient plus les moyens suffisants pour payer les frais de scolarité dans les établissements privés. Au-delà de l'impact négatif de ces pratiques sur la qualité de notre éducation et le niveau des élèves, elles ont contribué à atténuer l'effet de la crise sur la scolarisation dans les villes particulièrement. Cependant, une enquête emploi réalisée par la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale en 1995 sur cinq départements a montré une certaine déscolarisation des enfants qui touche principalement les zones rurales et surtout les jeunes filles. Cette habitude acquise pendant cette période de crise demeure une menace pour cette catégorie de la population lorsque l'on considère les efforts qu'il a fallu déployer et le temps mis pour amener certaines populations à accepter d'envoyer les filles à l'école.

Les dépenses de loisirs occupent toujours la queue dans le budget des ménages mais un peu plus en 1996 avec 1,2% du budget en valeur et 1,5% en volume par rapport à 1993 où elles représentaient 2,6% des dépenses de consommation finale des ménages.

Dans l'ensemble, l'on a assisté en 1996 à une certaine amélioration du niveau de vie des ménages dans la capitale; le niveau de la consommation finale de l'année 1993 est atteint. Cependant entre temps, le budget de consommation finale des ménages aura connu d'importantes restructurations,

notamment une réorientation de la demande effective en faveur des biens bon marché.

CHAPITRE III- Modification de la demande de certains biens de grande consommation

3-1) Les hypothèses d'extrapolation

L'enquête de 1993: Elle s'est déroulée au mois de Mai 1993 auprès d'un échantillon de 100 ménages à Yaoundé, soit quelques mois avant les baisses de salaires de la Fonction publique survenue en Novembre 1993. Les résultats ont été extrapolés sur l'ensemble des ménages de la ville. L'on peut estimer que cette baisse des salaires n'a pas eu de répercussions importantes sur la consommation globale de produits de grande consommation au cours de cette même année. La première réaction des ménages a été de chercher à maintenir le niveau de leur consommation en puisant dans leur épargne, surtout que le mois de Décembre était proche.

L'enquête de 1996: C'est une enquête nationale Budget-Consommation. Sur la ville de Yaoundé, l'effectif de l'échantillon est de 314 ménages. L'enquête a été réalisée au cours des mois de Février et Mars 1996 et les résultats extrapolés sur la ville de Yaoundé d'une part et tout le pays d'autre part.

Hypothèse: Le poids de la consommation de la ville de Yaoundé pour les biens de grande consommation sélectionnés par rapport à la consommation totale du Cameroun n'a pas changé entre 1993 et 1996. La consommation totale de la ville de Yaoundé ou sur l'ensemble du pays pour un produit donné est obtenue en multipliant la consommation par tête estimée par chaque enquête par la projection de la population réalisée par le MINEFI. Les déflateurs qui permettent ensuite de passer des valeurs courantes en 1996 aux mêmes valeurs en Francs CFA de 1993 sont constitués des indices élémentaires de produits en 1996 (base 100 en Décembre 1993). En l'absence du prix du produit, l'indice des prix du sous groupe auquel il appartient est utilisé. Ces indices sont calculés par la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale.

Réserves: L'environnement économique était beaucoup plus favorable en 1993 à Yaoundé, ville administrative par rapport au reste du pays et particulièrement à la zone rurale où les prix aux producteurs des produits agricoles exportés avaient considérablement baissé. Cette hypothèse surestimerait par conséquent le poids de Yaoundé en 1996.

Entre 1994 et 1996, l'environnement aurait plutôt été plus favorable en milieu rural par rapport aux villes avec la hausse des prix des produits vivriers en ville et des prix des cultures d'exportation sur les marchés des produits de base. Cette observation nous semble valable surtout pour les années 1994 et 1995. Au cours de ces deux premières années après la dévaluation, le niveau de vie s'est amélioré plus vite en milieu rural qu'en milieu urbain. Mais, depuis le début de 1996 et peut-être un peu avant on assiste à un relèvement dans les villes alors que les prix aux producteurs des produits d'exportation stagnent ou baissent dans certains cas. En 1996, soit la troisième année après la dévaluation, l'on devrait revenir à une certaine stabilité dans les mutations structurelles. Pour les produits de grande consommation au moins, cette hypothèse ne modifie pas de manière importante en ce moment le sens de variation de la demande effective nationale par rapport à l'année 1993.

3-2) Résultats

3.2.1- Le riz et les produits vivriers substituables locaux

Entre 1993 et 1996, la consommation totale de riz par les ménages a baissé de 40% en volume mais a progressé en valeur de 13%. La baisse en volume sur la consommation par tête est légèrement plus élevée, 45%. En 1993, la consommation annuelle de riz en quantité et par tête était de 25 Kg, en 1996, cette consommation s'élevait à 13 Kg seulement. Le Kg de riz valait 163 FCFA en 1993 à Yaoundé contre 310 FCFA en 1996. Comme nous l'avons signalé plus haut, les ménages ont substitué au riz devenu plus cher des produits vivriers locaux.

Les produits substituables (au riz) locaux dont la variation en volume a été positive au cours de la période sont: la banane (+47%), la banane plantain (+12%), la patate fraîche (+393%) et l'igname (+504%). Pour certains produits tels que le macabo et le manioc en tubercules, la variation en volume est négative (-6% et -9% respectivement) mais l'augmentation en valeur est substantielle: +87% et +29% respectivement. Dans le cas du manioc en tubercules, la variation négative en volume est largement compensée par celle du bâton de manioc "bibolo" (+68%) que nous classons plutôt comme un produit substituable au pain.

En définitive, l'on peut affirmer que la dévaluation a eu un impact positif assez net sur l'agriculture vivrière en général et sur les tubercules en particulier.

3.2.2- Les viandes et les poissons

La consommation de la viande de bétail a diminué en volume et en valeur dans la période alors que celle de la viande de volaille augmentait.

A la viande de bétail devenue plus chère les ménages ont substitué la viande de volaille et les poissons. L'on devrait logiquement s'attendre à une redynamisation de l'élevage de la volaille et probablement à une augmentation des exportations des oeufs vers les pays voisins puisque la consommation interne d'oeufs baisse dans la période en volume de près de 50%. Cet accroissement de la demande en viande de volaille pourrait aussi avoir été suivi d'une augmentation des importations en poulets, abats et morceaux de volailles, auquel cas l'impact sur la production nationale ne serait pas très important.

3.2.3- Les farines

La consommation en volume des farines dans les ménages a en général évolué à la baisse entre les deux périodes.

La farine de blé représente pour la plupart de ménages camerounais un produit de luxe; elle est consommée beaucoup plus au travers du pain dont elle constitue la principale matière première. L'on ne pouvait s'attendre qu'à une baisse de sa consommation dans les ménages. Cette baisse est drastique: 89% en volume et 75% en valeur.

La consommation de la farine de manioc baisse en volume de 54% et en valeur de 32%. Celle de la farine de maïs augmente en volume de 7% et en valeur de 39%.

Les opportunités d'exportation vers les pays voisins ayant suivi la dévaluation du FCFA et la mise en oeuvre de la Réforme Fiscale-douanière (RFD) en zone UDEAC ont entraîné une plus grande transformation du manioc en tubercules et du maïs en farine. Cette transformation non seulement ajoute une plus value au produit mais surtout permet de minimiser les coûts de transport. L'accroissement de la demande ainsi induit sur ces produits a provoqué une hausse des prix et même parfois des pénuries, surtout en ce qui concerne le maïs en grains dont le prix au kilogramme à Yaoundé passe de 69 FCFA en 1993 à 172 FCFA en 1996. Certains ménages dont la consommation du couscous de maïs constitue un élément d'expression culturelle ont dû quelquefois se rabattre sur la farine de maïs en l'absence de maïs secs en grains sur le marché.

3.2.4- Les produits de l'agro-industrie

3.2.4.1- L'huile de palme brute

Après la dévaluation du FCFA, la demande d'huile de palme brute a connu une hausse subite et brutale impulsée à la fois par la demande des savonneries et la demande à l'exportation. Le déséquilibre entre l'offre et la demande a été accentué par la diminution de la quantité importée

et le comportement spéculatif de certains commerçants souvent avec la complicité des agents commerciaux des entreprises d'Etat du secteur.

La capitale a connu des moments de pénurie au cours de cette période. Le prix du litre d'huile de palme brute a atteint 800 FCFA en moyenne (le litre d'huile de coton coûtant 890 FCFA) à Yaoundé au mois de Septembre 1994 alors qu'il valait 250 FCFA en Décembre 1993. Le prix moyen du litre d'huile de palme sur la période de Janvier 1994 à Décembre 1996 est de 490 FCFA, soit une augmentation de 95% comparé à Décembre 1993. Contrainte à la fois par les prix et les quantités, la consommation d'huile de palme des ménages en volume baisse de plus de moitié alors qu'ils ont déboursé plus d'argent pour ce produit, la consommation en valeur n'aura baissé que de 8%.

3.2.4.2- Le pain et le bâton de manioc "bibolo"

La période 1993-1996 aura constitué pour les produits de boulangerie et les boulangeries une période "noire". Cette période a vu la faillite de plusieurs boulangeries, celles qui ont survécu ont été obligées d'accepter une réduction substantielle de leurs marges commerciales devant le renchérissement du coût de la principale matière première qu'est la farine essentiellement importée. Elles ont augmenté le prix du pain baguette en même temps qu'elles diminuaient son poids. La première réaction des ménages a été de se détourner de ce produit. La baisse de la consommation de pain par les ménages entre 1993 et 1996 dépasse 50% en volume. En valeur, elle est de 3%. Le bâton de manioc "bibolo" dont la consommation a augmenté dans la période de 68% en volume et 148% en valeur est probablement le produit que les ménages ont tenté de substituer dans leur foyer et surtout dans les gargotes dont la fréquentation aura augmenté à la suite des nouveaux horaires institués en début de cette période et qui obligeaient un plus grand nombre de personnes à déjeuner en dehors de leur domicile.

3.2.4.3- Les boissons

La consommation des boissons (les liqueurs exceptées) baisse en volume au cours de la période de 2%, 9% et 87% respectivement pour les boissons gazeuses, les boissons alcoolisées locales et les autres boissons alcoolisées importées. La dévaluation aura pratiquement mis fin à l'importation des boissons alcoolisées, c'est pourquoi la consommation des boissons locales s'est relativement bien portée malgré l'augmentation assez importante des prix, plus de 50% en moyenne. En valeur, cette consommation a augmenté de plus de 40%. La consommation des liqueurs dans la période connaît une envolée alors qu'en moyenne les prix ont plus que doublé;

elle est multipliée par plus de trois. Sans doute la contrebande qui semble s'être intensifiée au cours de la période explique cela.

En effet, la consommation a été valorisée au prix boutique alors que grâce à cette contrebande, les whisky étaient négociés sur le marché de Yaoundé à moins de 1500 F CFA. Toutefois l'on notera qu'au cours de cette période, une usine de fabrication des liqueurs a vu le jour au Cameroun, ce qui a contenu la hausse des prix des liqueurs alors même qu'elles étaient fortement taxées à l'importation.

3.2.4.4- Les savons de ménages

Malgré une augmentation de 50% en moyenne sur les prix de détail des savons de ménage, la consommation a crû en volume dans la période de 45%. Ce constat dénote une certaine vigueur de ce secteur de l'industrie nationale, secteur qui constitue par ailleurs l'un des plus concurrentiels de l'économie nationale.

3.2.4.5- Les cigarettes

Entre 1993 et 1996, la consommation des cigarettes tant locales qu'importées dans les ménages a augmenté substantiellement. L'augmentation de la consommation des cigarettes d'origine étrangère découle de l'entrée massive des cigarettes de contrebande en provenance du Nigeria avant le conflit de Bakassi. Néanmoins, la consommation des cigarettes locales a augmenté en volume de 27% dans la période.

3.2.5- Les produits des industries du textile et du bois

La demande interne en produits des industries du textile et du bois au niveau des ménages s'est beaucoup contractée entre 1993 et 1996. Les achats des ménages en pagnes baissent en volume de 57% et en valeur de 29%, leurs achats en meubles en bois baissent de 86% et 61% respectivement. Le choc sur ce secteur aurait conduit à un marasme du côté de la production n'eût été sans doute une certaine reprise de la demande à l'exportation.

CHAPITRE IV- Impacts des modifications de la demande sur l'offre

Il s'agit dans cette partie d'examiner d'une part l'impact des mesures de redressement économiques sur les importations: quantités importées et origine des importations, et d'autre part la réaction de l'appareil de production nationale à la nouvelle donne économique. La limitation principale dans cette partie et qui est dommageable est l'absence des statistiques sur la production. Nous aurions pu partir de l'équilibre Ressource-Emploi en volume pour déduire la production mais cela n'est pas possible compte tenu des statistiques disponibles. Nous nous contenterons en conséquence d'émettre des hypothèses à partir de l'évolution de la consommation, des importations et des exportations.

4.1- Evolution des importations de quelques produits de grande consommation entre 1993 et 1996

Après la dévaluation du FCFA en Janvier 1994 et l'introduction de la Réforme Fiscale-douanière (RFD) en Février de la même année, les importations camerounaises ont subi une restructuration à la fois dans leur contenu et leur orientation s'agissant des origines de ces importations.

4.1.1- Produits alimentaires

Les substitutions opérées par les ménages au niveau des produits alimentaires se traduisent au niveau des importations par le recul du noyau alimentations-boissons-tabacs, dont les parts à l'importation passent de **23,7 %** en quantités et **16,5 %** en valeur en 1993 à **8,8 %** et **9,2 %** respectivement des importations en 1996.

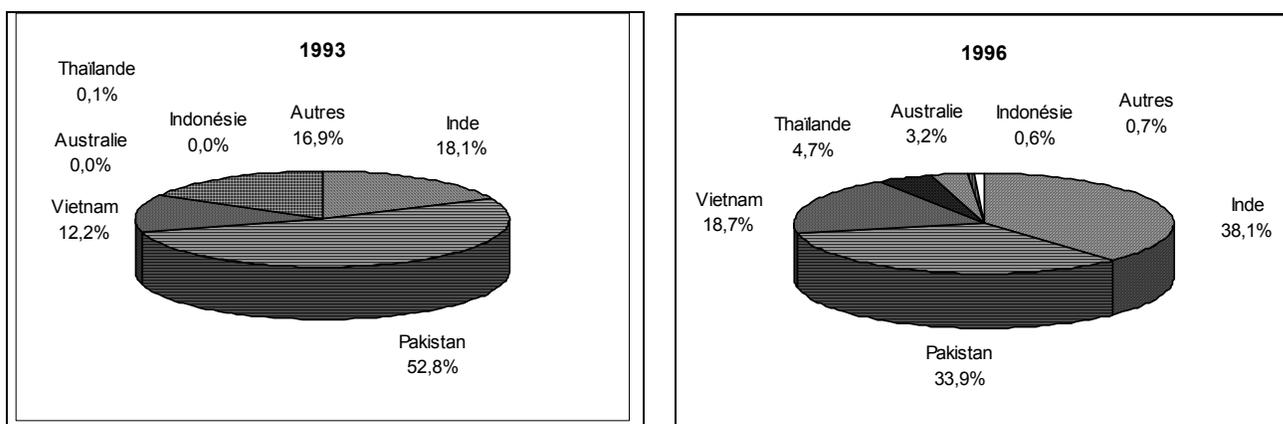
L'impact des stocks constitués suite aux importations massives et exceptionnelles de riz, de farine et de sucre survenues entre Mars et Juin 1994 ayant suivi la baisse temporaire de droits de douane énoncées en guise de mesure d'accompagnement à la dévaluation s'estompe en 1996.

Les principaux pays alimentant cette rubrique sont la France, l'Inde, la Mauritanie, les Pays-Bas, le Pakistan et le Sénégal.

4.1.1.1 - Le Riz

Les importations de riz se chiffrent à 81 559 tonnes pour 12 451 millions de f CFA en 1993 contre 181 226 tonnes pour 14 028 millions en 1996. Elles représentent 2,0 % de nos importations totales en 1996 contre 5,6 % en 1993. Les achats de riz ont baissé de 55,0 % en quantité et de 11,2 % en valeur entre les deux périodes. La valeur unitaire CAF est passée de 77,4 F CFA à 152,7 F CFA le kilogramme au cours de l'année 1996, soit une hausse de 97,3 % du prix moyen du kilogramme importé. Ce niveau d'importation est le plus bas depuis 5 ans. La baisse du pouvoir d'achat des populations qui ne leur permet plus d'acquérir les mêmes quantités de consommation que les années précédentes constituent la principale explication de cette baisse. Cependant nous ne pouvons pas ignorer la redistribution des rôles qui s'opère dans la filière avec l'entrée de nouveaux importateurs et la sortie d'anciens pour lesquels cette activité ne présentait plus une rentabilité suffisante. L'on a connu le même phénomène sur d'autres produits pour lesquels les importateurs bénéficiaient avant, de rentes de situation importantes, les engrais chimiques par exemple. Le produit était par conséquent en phase d'adaptation, à la recherche d'un nouveau niveau d'équilibre en 1996.

Graphique 6: Evolution des importations du riz



Une analyse dynamique de la structure des importations par pays laisse apparaître des changements majeurs depuis l'année 1995 qui marquait la fin des mesures exceptionnelles sur les droits de douanes sur le produit. Avec 38,1 % des importations, l'Inde (32 023 tonnes pour 4 744 millions) est devenue le premier fournisseur en accroissant ses ventes de 87,0 % en valeur. Cette

augmentation est essentiellement due à l'effet prix occasionné par le changement de parité car les quantités ont enregistré une baisse de 13,7 %.

Les autres principaux fournisseurs sont: le Pakistan avec 27 868 tonnes pour 4 225 millions (33,9 % des importations du produit), le Viêt-nam 16 358 tonnes pour 2 332 millions (18,7 %) et la Thaïlande 2 000 tonnes pour 584 millions (4,7 %). La baisse sur les quantités importées du Pakistan a été la plus importante et touche aussi la valeur, -72,4% et -42,9% respectivement. En général les importateurs camerounais, tout en maintenant les pays fournisseurs antérieurs ont exploré d'autres sources avec pour objectif de baisser le prix de revient du kilogramme de riz importé. Ils ont exploré des marchés nouveaux tels que l'Australie et l'Indonésie principalement. Le kilogramme du riz importé d'Indonésie revient à 69 FCFA, soit plus de deux fois moins que celui du riz importé de l'Inde, est-ce la même qualité? La quantité importée cependant de ce pays demeure marginale sans doute à cause de la qualité ou de l'irrégularité de la source d'approvisionnement, les données du commerce extérieures sur les origines des importations de riz en 1997 permettront de le savoir.

Tableau 3: Importations de riz (quantité en tonnes et valeur en millions de FCFA, valeur unitaire en FCFA/kg) en 1993 et 1996 selon les pays d'origine

Origine	1993				1996			
	O	V	Val unit	Part en %	O	V	Val unit	Part en %
Inde	37 124	2 537	68.3	18.1	32 023	4 744	148.1	38.10
Pakistan	100 922	7 404	73.4	52.8	27 868	4 225	151.6	33.93
Vietnam	25 335	1 709	67.4	12.2	16 358	2 332	142.6	18.73
Thaïlande	200	14	69.9	0.1	2 000	584	291.9	4.69
Australie					2 021	400	198.1	3.22
Indonésie					1 100	76	69.0	0.61
Pays retenus	163 581	11 664	71.3	83.1	81 369	12 361	151.9	99.28
Total	181 226	14 028	77.4	100.0	81 559	12 451	152.7	100.00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

4.1.1.2- La farine de froment

Les importations de la farine de froment baissent de manière drastique en 1993 et 1996. Après une quantité record de 127 020 tonnes en 1994 due à la volonté des opérateurs économiques de ce secteur de profiter au maximum des baisses des taxes à l'importation décidées dans la période, les importations de la farine de froment baissent de 81% et 74% respectivement en quantité et en valeur. En 1996 comparé à 1993, ces baisses sont respectivement de 92% et 83%. Sans doute les stocks constitués en 1994 à la faveur des mesures susmentionnées ont continué à être écoulés au cours des deux années suivantes puisque la quantité importée en 1993

(40 660 tonnes) et qui ne devait pas beaucoup s'éloigner de la demande interne était de trois fois inférieure à celle de 1994. Néanmoins, l'effet de la baisse de la demande interne constatée apparaît nettement au travers de ces constats.

Ces farines importées proviennent essentiellement de la France qui avec 22 445 tonnes représentait en 1993 64,2% des importations totales de ce produit, elle était suivie de très loin par le Nigeria avec 22 tonnes. Les deux pays représentaient 64,9% des importations en 1993 contre 99,9% en 1996. La part de la France monte à 96,2% en 1996 et celle du Nigeria à 3,7%, les autres pays ont pratiquement disparu.

Tableau 4: Importations de la farine de froment (quantité en tonnes et valeur en millions de FCFA valeur unitaire en FCFA/kg) en 1993 et 1996 selon les pays d'origine.

Origine	1993				1996			
	Q	V	Val unit	Part en %	Q	V	Val unit	Part en %
France	22 445	1 995	88,9	64,2	7 974	1 197	150,1	96,23
Nigeria	187	22	118,5	0,7	342	46	133,5	3,68
Pays retenus	22 632	2 017	89,1	64,9	8 317	1 243	149,4	99,91
Total	40 660	3 110	76,5	100,0	8 335	1 244	149,2	100,00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

4.1.1.2- Les liqueurs

Les importations des liqueurs (473 tonnes pour 605 millions) ont connu une hausse de 12,6 % des valeurs unitaires CAF entre 1993 et 1996 passant ainsi de 1 142,9 F CFA à 1 280,7 F CFA.

Il faut signaler la contradiction qui existe entre les importations et la consommation de ce produit qui s'explique principalement par la plus grande volatilité des produits de ce groupe. Ces produits sont plus sensibles que d'autres à la fraude et à la contrebande, parce que généralement plus taxés et facilement accessibles à un grand public. Les produits de la contrebande entrent au Cameroun en passant par les pays voisins, la Guinée Equatoriale et le Nigeria notamment.

Les principaux pays fournisseurs sont le Royaume Uni (49,0 % des importations) et la France (28,2 %). Cet ordre n'a pas fondamentalement changé depuis 1993. Le Royaume Uni nous vend des whiskys alors que la France nous vend des champagnes.

Tableau 5: Importations de liqueurs (quantité en tonnes et valeur en millions de FCFA, valeur unitaire en FCFA/kg) en 1993 et 1996 selon les pays d'origine

Origine	1996			
	Q	V	Val unit	Part en %
Grande-Bretagne	95	297	3 135,1	49,04
France	230	170	742,3	28,15
Italie	52	55	1 067,5	9,10
Espagne	64	35	553,1	5,84
Pays-Bas	1	14	14 530,0	2,39
Suisse	20	12	628,4	2,06
Union Européenne, en général	9	11	1 209,3	1,75
Pays retenus	469	595	1 268,1	98,33
Total en 1996	473	605	1 280,7	100,00
Total en 1993	196	224	1 142,9	

Source: MINEFI/STATISTIQUE

4.1.1.2 - les sucres

Les importations des sucres, (21 881 tonnes pour 5 608 millions de F CFA contre 11 085 tonnes pour 1 352 millions en 1993), ont augmenté de 97,4 % en quantité et de 314,7 % en valeur entre les deux périodes. La valeur unitaire CAF est passée de 122,0 F CFA en 1993 à 256,3 F CFA le kilogramme au cours de l'année 1996, soit une hausse de 110,1 % du prix moyen du kilogramme importé. Cette augmentation qui survient alors que la consommation des ménages en sucres raffinés a baissé de 20% ne peut être due qu'à celle des consommations intermédiaires des industries agro-alimentaires (brasseries) locales qui se sont tournées vers les importations face aux graves difficultés qu'a connu ce secteur au cours de la période.

La France (79,9 % des importations) et la Belgique (10,0 %) sont les principaux fournisseurs. Cette dernière renforce ainsi sa position par rapport à 1993 où ses exportations constituaient moins de 1% des importations totales du Cameroun. Le prix du kg de sucre importé de ce pays qui est devenu moins élevé que celui du sucre importé de la France a favorisé cette relative percée et traduit une fois de plus le souci des opérateurs économiques camerounais de trouver des sources d'approvisionnement toujours moins chères.

Tableau 6: Importations de sucres (quantité en tonnes et valeur en millions de FCFA valeur unitaire en FCFA/kg) en 1993 et 1996

Origine	1993				1996			
	Q	V	Val unit	Part en %	Q	V	Val unit	Part en %
France	10 793	1 311	121,5	97,0	17 445	4 478	256,7	79,85
Belgique	40	6	142,3	0,4	2 209	560	253,5	9,98
Union Européenne, en général					1 011	233	230,9	4,16
Brésil					699	191	273,1	3,40
Nigeria	100	17	174,0	1,3	426	118	277,8	2,11
République Fédérale d'Allemagne	152	18	117,1	1,3	86	26	300,6	0,46
Pays retenus	11 085	1 352	122,0	100,0	21 875	5 606	256,3	99,97
Total	11 085	1 352	122,0	100,0	21 881	5 608	256,3	100,00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

4.1.2- Autres produits

4.1.2.1- Les cigarettes

Les importations de cigarettes, 134 tonnes pour une valeur de 516 millions de F. CFA environ, baissent à la fois en quantité et en valeur selon les statistiques officielles contrairement à la consommation des ménages qui a beaucoup augmenté. Dans la réalité, la dévaluation du FCFA et les taxes élevées sur les cigarettes importées ont considérablement renchéri les coûts des cigarettes importées par le circuit formel, lesquelles proviendrait essentiellement des Etats-Unis principalement. La contrebande s'est développée malgré les risques de saisie.

4.1.2.2- Les savons et lessives

Après une légère baisse en quantité juste après la dévaluation, les importations de savons et lessives reprennent de plus belle et atteignent le niveau de 2 995 tonnes en 1996 contre 1926 tonnes en 1993. Les augmentations en quantité et en valeur sont de 55,5% et 130,2% respectivement; les importations évoluent ainsi à peu près dans les mêmes proportions que la consommation.

4.1.2.3 - La friperie

Depuis la dévaluation, ce produit connaît une forte progression (414,7 % en quantité et 497,6 % en valeur). La friperie a absorbé 1,9 % des dépenses d'importation contre 0,8 % en 1993. Ce produit vient essentiellement de la Belgique avec 1 156 tonnes pour 7 296 millions (60,0 % des importations contre 76,1 % en 1993) et de la R.F.A. avec 2 642 tonnes pour 1 756 millions de F CFA (14,4 % contre 2,0 %). La valeur unitaire CAF est passée de 522,3 F CFA à 606,6 F CFA le kilogramme au cours de l'année 1996, soit une hausse de 16,1 % du prix moyen du kilogramme importé, hausse qui, après deux ans demeure largement inférieure à 50% qui est le taux de dévaluation survenue en 1994. La quantité importée a régulièrement augmenté depuis cette dévaluation; de 4 856 tonnes en 1993, elle est passée à 8 507 tonnes, 15 886 tonnes et 20 059 tonnes respectivement en 1994, 1995, 1996. Elle a plus que permis aux ménages de faire face à leurs besoins en habillement et chaussures dans la conjoncture de forte contrainte de revenu par rapport au passé. Depuis la libéralisation de son importation, il s'est imposé comme l'un des produits phares pour les importations malgré quelques appréhensions s'agissant des conditions hygiéniques de transport et de manutention.

Tableau 7: Importations de friperie (quantité en tonnes et valeur en millions de FCFA valeur unitaire en FCFA/kg) en 1993 et 1996

Origine	1993				1996			
	Q	V	Val unit	Part en %	Q	V	Val unit	Part en %
Belgique	2 990	1 549	517,8	76,1	11 565	7 295	630,8	60,0
République Fédérale d'Allemagne	77	41	531,9	2,0	2 642	1 756	664,8	14,4
Etats-Unis d'Amérique	203	104	513,1	5,1	1 397	902	645,6	7,4
France	131	72	550,0	3,5	1 744	823	471,7	6,8
Pays-Bas	153	84	551,0	4,1	1 172	541	461,9	4,5
Grande-Bretagne	50	26	551,0	4,1	722	458	634,5	3,8
Italie	21	11	514,9	1,3	347	135	389,7	1,1
Espagne					223	124	558,0	1,0
Canada	13	7	500,0	0,3	147	84	568,7	0,7
Pays retenus	3 638	1 893	520,5	93,0	19 958	12 119	607,2	99,59
Total	3 897	2 036	522,3	100,0	20 059	12 168	606,6	100,00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

4.2) Impacts sur la production de quelques biens de consommation finale des ménages entre 1993 et 1996.

L'évaluation de cet impact pour être complète aurait nécessité une enquête auprès de

quelques entreprises industrielles afin de connaître leur production et leurs exportations au cours de la période. En l'absence de ces informations, nous ne pourrions qu'émettre des hypothèses.

4.2.1- Evolution des exportations

4.2.1.1 - Les produits vivriers, de l'élevage et de l'industrie informelle

Ces produits n'interviennent qu'en exportation et en direction des pays de la zone Franc et UDEAC principalement qui ont absorbé 6,3 % des exportations du Cameroun en 1996. Les exportations vers ces pays augmentent de 122,2 % par rapport à 1993. En réalité, pour beaucoup de ces produits, les exportations formelles étaient pratiquement inexistantes avant 1994.

Les exportations vers les autres pays de l'U.D.E.A.C. ont plus que doublé dans la période. Ils portent essentiellement sur les produits alimentaires d'origine agricole et animale (tomates, fruits, légumineuses, poulets, oeufs et autres) essentiellement orientées vers le Congo, la Guinée Equatoriale et le Gabon à travers les marchés frontaliers d'Abang Minko au sud du pays. Les commerçants des pays voisins du Gabon et de la Guinée Equatoriale viennent aussi s'y approvisionner en produits de l'industrie informelle tels que le bâton et la farine de manioc. Ce marché a vu son volume de transactions augmenter sensiblement après la dévaluation. On peut y voir un effet de la dévaluation, qui pousse les opérateurs économiques locaux à s'orienter vers les marchés voisins plus porteurs et plus rémunérateurs pour les produits du cru camerounais devenus moins chers par rapport aux produits similaires ou substituables importés des pays hors UDEAC. Les tableaux ci-après présentent les exportations par destination en 1996 pour quelques produits de ce groupe selon les statistiques officielles qui en général sous estiment ce type d'exportation (sauf indications contraires, les quantités sont en tonnes et les valeurs en millions de F. CFA).

Ignames

Tableau 8: Exportations d'ignames selon les pays de destination en 1996 (quantité en kg et valeur en milliers de FCFA valeur unitaire en FCFA/kg)

Destination	Q	V	Val unit	Part en %
France	62 327	11 403	183,0	63,39
Gabon	67 735	5 241	77,4	29,13
Congo	6 365	575	90,4	3,20
Belgique	1 375	273	198,2	1,51
République Centrafricaine	500	128	256,0	0,71
Suisse	778	107	137,0	0,59
Grande-Bretagne	930	96	102,7	0,53
Afrique du Sud	620	75	121,0	0,42
République Fédérale d'Allemagne	115	60	521,7	0,33
Etats-Unis d'Amérique	50	10	200,0	0,06
Mali	45	10	222,2	0,06
Roumanie	10	10	1 000,0	0,06
Espagne	30	3	100,0	0,02
Total	140 880	17 990	127,7	100,00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

Maïs

Tableau 9: Exportations de maïs en grains selon les pays de destination en 1996 (quantité en kg et valeur en FCFA valeur unitaire en FCFA/kg)

Destination	Q	V	Val unit	Part en %
Congo	5 300	1 310 000	247,2	59,82
Gabon	25 000	880 000	35,2	40,18
Total	30 300	2 190 000	72,3	100,00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

Haricots

Tableau 10: Exportations de haricots selon les pays de destination en 1996 (quantité en tonne et valeur en millions de FCFA, valeur unitaire en FCFA/kg)

Destination	Q en tonnes	V en million de F CFA	Val unit en F.CFA	Part en %
Congo	765	170	222,0	99,80

France	2	0	154,6	0,20
Etats-Unis d'Amérique	0	0	34,0	0,00
Total	768	170	221,8	100,00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

Il convient de signaler que ces exportations sont le fait d'une entreprise située sur un point franc dans l'ouest du pays et produisant le haricot vert. Les exportations de haricots ont été multipliées par plus de cinq entre 1995 et 1996. La république du Congo se présente comme le principal client.

Volailles

Tableau 12: Exportations de volailles selon les pays de destination en 1996

Origine	Q (nombre)	V (F. CFA)	Val unit (F.CFA)	Part en %
Gabon	7 960	26 140 500	3 284,0	25,76
Congo	5 091	13 234 000	2 599,5	13,04
République Centrafricaine	2 364	6 350 000	2 686,1	6,26
Guinée Equatoriale	130	625 000	4 807,7	0,62
France	1 535	14 020 000	9 133,6	13,81
Côte-d'Ivoire	5 786	17 205 000	2 973,6	16,95
Pays retenus	22 866	77 574 500	3 392,6	76,43
Autres	3 782	23 920 200	6 324,7	23,57
Total	26 648	101 494 700	3 808,7	100,00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

Oeufs

Tableau 13: Exportations des oeufs selon les pays de destination en 1996

Destination	Q en nombres	V en milliers	Val unit	Part en %
Congo	2 817 020	87 170	30,9	64,46
Gabon	552 140	21 742	39,4	16,08
Côte-d'Ivoire	560 480	14 817	26,4	10,96
République Centrafricaine	101 520	8 434	83,1	6,24
Sénégal	235 770	2 881	12,2	2,13
Guinée Equatoriale	3 000	150	50,0	0,11
Zaïre	1 500	40	26,7	0,03
Total	4 271 430	135 234	31,7	100,00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

Le riz

Le Cameroun produit aussi du riz; cependant le riz consommé est en grande partie importé à cause non seulement de l'insuffisance de cette production, mais surtout des coûts de production

élevés qui le rendaient non compétitif par rapport au riz importé. Le Cameroun a pu exporter du riz après 1993, la quantité exportée en 1996 est de 95 tonnes pour 149,3 millions de F. CFA. Ce riz est devenu compétitif dans les pays voisins.

Tableau 14: Exportations de riz selon les pays de destination en 1996 (quantité en tonne et valeur en millions de FCFA, valeur unitaire en FCFA/kg)

Destination	Q	V	Val unit	Part en %
Guinée Equatoriale	75	13	170,0	89,95
République Centrafricaine	15	1	74,3	7,94
Nigeria	5	0	62,5	2,12
Pays retenus	95	14	149,3	100,00
Total	95	14	149,3	100,00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

4.2.1.2- Evolution des exportations des principaux produits industriels entre 1993 et 1996

Tableau 15: Evolution des exportations des principaux produits industriels de 1993 à 1996
Quantité en tonnes et valeur en millions de F CFA

Période	1993		1994		1995		1996	
	Qté	Val	Qté	Val	Qté	Val	Qté	Valeur
PRODUITS INDUSTRIELS	286 850	60 991	294 449	135 498	454 736	166 335	661 588	179 055
Huiles de palme brutes	24 022	2 429	33 672	7 800	5 341	1 523	28 652	6 947
Farine de froment							889	171
Cacao en masse	8 664	2 508	6 860	5 103	3 701	6 248	15 768	10 484
Beurre de cacao	2 149	1 549	2 086	3 338	3 886	6 248	3 509	5 290
Préparations alimentaires	1 016	1 169	2 641	2 487	577	32	678	358
Boissons non alcoolisées	2 911	656	1 954	718	1 762	331	2 362	472
Bières	6 033	1 439	5 753	1 794	6 046	150	7 942	1 961
Liqueurs	-	-	-	-	-	-	398	40
Cigarettes	197	952	349	1 497	7	28	246	1055
Ciments hydrauliques	21 086	1 113	30 341	1 886	150 998	7 201	255 462	14 505
Savons de ménage	3 341	1 172	4 476	1 668	4 486	2 004	8 392	4 678
Parfums et cosmétiques	335	318	1 351	1 389	306	553	380	898
Allumettes	960	903	877	1 172	934	1 382	1 128	1 773
Bois sciés	118 429	15 028	96 754	40 357	150 905	50 065	198 928	42 961
Traverses pour voies ferrées	3 493	293	3 888	368	12 806	1 669	5 744	738
Feuilles de placage	12 152	3 668	19 739	9 897	20 658	10 846	21 590	10 684
Tissus de coton	1 532	1 896	1 721	4 171	1 669	4 597	1 821	4 389
Récipients en verre	11 029	1 846	13 017	3 031	15 388	3 687	23 259	5 546
Aluminium brut	61 862	19 613	60 535	41 788	59 032	56 956	64 500	51 705
Tôles et bandes en aluminium	3 229	2 434	3 040	3 078	4 141	4 848	4 104	4 964
Piles électriques	1 806	1 364	1 627	2 150	2 530	3 367	2 630	3 492
Huiles de palme raffinée			192	74	3 147	1 717	7 244	4 561
Contre plaqués	2 604	641	3 576	1 732	6 417	2 906	5 962	2 368

Source: MINEFI/STATISTIQUE

Ces exportations augmentent dans l'ensemble de 2,6%, 58,5% et 130,3% en quantité respectivement en 1994, 1995 et 1996 comparés à l'année 1993. En valeur ces augmentations sont respectivement de 122,2%, 172,8% et 194,9%. En 1996, en dehors des préparations alimentaires et des boissons non alcoolisées dont les exportations ont baissé, tous les autres produits industriels ont vu leurs exportations augmenter substantiellement dans la période. Les exportations ont joué un rôle très important comme soutien de la production nationale alors que la consommation interne baissait. Les exportations de ciment hydrauliques sont multipliées par plus de 10 dans la période et celles des savons de ménage et des récipients en verre plus que doublé en quantité.

Tableau 16: Variations en 1994, 1995 et 1996 par rapport à 1993 en %

Période	1994		1995		1996	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
PRODUITS INDUSTRIELS	2,6%	122,2%	58,5%	172,7%	130,3%	194,9%
Huiles de palme brutes	40,2%	221,1%	-77,8%	-37,3%	19,3%	186,0%
Cacao en masse	-20,8%	103,5%	-57,3%	149,1%	82,0%	318,0%
Beurre de cacao	-2,9%	115,5%	80,8%	303,4%	63,3%	241,5%
Préparations alimentaires	159,9%	112,7%	-43,2%	-97,2%	-33,2%	-69,4%
Boissons non alcoolisées	-32,9%	9,5%	-39,5%	-49,5%	-18,9%	-28,1%
Bières	-4,6%	24,7%	0,2%	-89,6%	31,6%	36,3%
Cigarettes	77,2%	57,2%	-96,7%	-99,7%	24,6%	-92,5%
Ciments hydrauliques	43,9%	69,5%	616,1%	547,0%	1111,5%	1203,2%
Savons de ménage	34,0%	42,3%	34,3%	71,0%	151,2%	299,2%
Parfums et cosmétiques	303,3%	336,8%	-8,8%	73,9%	13,5%	182,3%
Allumettes	-8,6%	29,8%	-2,7%	53,1%	17,5%	96,3%
Bois sciés	-18,3%	168,5%	27,4%	233,1%	68,0%	185,9%
Traverses pour voies ferrées	11,3%	25,6%	266,6%	469,7%	64,4%	151,8%
Feuilles de placage	62,4%	169,8%	70,0%	195,7%	77,7%	191,3%
Tissus de coton	12,3%	120,0%	8,9%	142,5%	18,9%	131,5%
Récipients en verre	18,0%	64,2%	39,5%	99,7%	110,9%	200,4%
Aluminium brut	-2,1%	113,1%	-4,6%	190,4%	4,3%	163,6%
Tôles et bandes en aluminium	-5,9%	26,5%	28,2%	99,2%	27,1%	103,9%
Piles électriques	-9,9%	57,6%	40,1%	146,8%	45,6%	156,0%
Huiles de palme raffinée						
Contre plaqués	37,3%	170,2%	146,4%	353,4%	129,0%	269,4%

L'on remarquera que même les industries du bois et du textile qui ont eu à faire face à une contraction plus forte de la demande interne semblent s'être rattrapées sur les exportations. En effet, les exportations de contre plaqué, de bois sciés, de traverses pour voies ferrées et de feuilles de placages augmentent en quantité de 129%, 68%, 64% et 78% en 1996 respectivement; celles des tissus en coton augmentent de 19%.

Ici encore, ce sont les pays de la zone Franc en général et de l'UDEAC en particulier qui sont à l'origine de ce bon comportement des produits industriels à l'exportation comme le montre les exemples ci-après sur les principales destination de certains produits industriels exportés.

Sucres raffinés

Les exportations des sucres raffinés sont dérisoires et portent sur 1 118 tonnes pour 456 millions, soit une valeur unitaire FOB de 407,4 F CFA le kilogramme exporté.

La République Centrafricaine (333 millions ; 73,1 % des ventes) est le principal client. Il convient de relever qu'avant 1994, le Cameroun n'exportait pas de sucre.

Tableau 17: Exportations de sucres raffinés selon les pays de destination en 1996

Destination	Q (tonnes)	V (millions F.CFA)	Val unit (F.CFA/kg)	Part en %
République Centrafricaine	820	333	406,3	73,13
Gabon	169	69	410,0	15,21
Guinée Equatoriale	129	53	411,9	11,66
Nigeria	0	0	200,0	0,01
Pays retenus	1 118	456	407,4	100,00
Total	1 118	456	407,4	100,00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

La farine de froment

Devant la baisse drastique de la consommation nationale, l'industrie nationale encore embryonnaire n'a pu se maintenir que grâce aux exportations en direction du Gabon principalement.

Tableau 18: Exportations la farine de froment selon les pays de destination en 1996

Destination	Q (tonnes)	V (millions F.CFA)	Val unit (F.CFA/kg)	Part en %
Gabon	669	142	211,7	82,69
Tchad	154	17	107,1	9,63
Guinée Equatoriale	65	13	ε	ε
Afrique du Sud	1	0	ε	ε
Pays retenus	823	158	192,1	92,32
Total	889	171	192,7	100,00

ε = insignifiant Source: MINEFI/STATISTIQUE

Les liqueurs

Tableau 19: Exportations de liqueurs selon les pays de destination en 1996

Destination	Q (tonnes)	V (millions F.CFA)	Val unit (F.CFA/kg)	Part en %
Zaïre	203	525	2 590,3	55,84
Mozambique	55	193	3 514,9	20,56
Congo	95	127	1 327,0	13,46
Angola	35	78	2 235,0	8,28
Tchad	7	16	2 197,3	1,68
Gabon	1	1	1 926,1	0,12
République Centrafricaine	2	1	271,7	0,05
Nigeria	ε	ε	ε	ε
Pays retenus	398	940	2 365,1	100,00
Total	398	940	2 364,9	100,00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

Les exportations des liqueurs en 1996 ont porté sur 398 tonnes pour 940 millions de F CFA et étaient insignifiantes avant 1996. La valeur unitaire FOB est de 2 364,9 F CFA le kilogramme et les principaux clients sont la République Démocratique du Congo (525 millions, soit 55,8 % des ventes), le Mozambique (193 millions, 20,6 %) et le Congo (127 millions, 13,5 %). Cette industrie a ainsi réussi à survivre malgré la forte contrebande et ceci grâce aux exportations.

Les savons de ménage

Le cas du savon de ménage mérite d'être souligné. Le premier client du Cameroun est le Nigeria en 1996 avec 60,4% des exportations totales. L'on se rappelle l'inondation de nos marchés par les produits nigériens avant la dévaluation et surtout de la poudre de lessive "éléphant". Actuellement, ce n'est plus le cas, tout au moins dans les marchés du sud Cameroun.

Tableau 20: Exportations de savons de ménage selon les pays de destination en 1996 (quantité en tonnes et valeur en millions de FCFA valeur unitaire en FCFA/kg)

Destination	Qté	Valeur	Val unit	Part
Nigéria	4 977	2 516	505,6	60,41
Gabon	2 419	1 138	470,6	27,33
Guinée Equatoriale	618	453	733,1	10,88
Congo	114	57	497,5	1,37
Guinée	0	0	2 478,5	0,01
Tchad	0	0	333,6	0,00
Total	8 129	4 165	512,4	100,00

Source: MINEFI/STATISTIQUE

4.2.2- Evaluation de l'impact de la modification des prix relatifs et de la demande des ménages sur la production nationale de quelques biens de consommation finale des ménages.

Cette évaluation est résumée dans le tableau 21 ci-dessous.

Tableau 21: Sens de l'impact sur la production par produit ou groupe de produits

Produits	Consommation des ménages		Exportations		Importations		Sens de l'impact sur la production
	Val en %	Vol en %	Val en %	Vol en %	Val en %	Vol en %	
Riz	13,4	-40,4	+	+	87,7	-14,2	+
Farine de maïs	39,4	6,9	+	+	ne	ne	+
Bananes	101,4	46,8	nd	nd	ne	ne	p
Bananes plantains	51,2	12,4	nd	nd	ne	ne	p
Manioc frais en tubercules	28,5	-8,6	nd	nd	ne	ne	p
Bâton de manioc	148,1	68,0	nd	nd	ne	ne	p
Farine de manioc	-32,3	-54,2	+	+	ne	ne	+
Tapioca/gari	48,7	-0,9	+	+	ne	ne	+
Pomme de terre fraîche	-62,4	-82,1	+	+	ne	ne	+
Patates fraîches	933,7	392,8	+	+	ne	ne	+
Macabo	87,1	-6,4	ne	ne	ne	ne	+
Igname	785,7	503,9	+	+	nd	nd	+
Farine de blé	-72,9	-88,3	+	+	-36,3	-79,5	++
Pain	-2,7	-56,1	ne	ne	ne	ne	
Oeuf	-3,3	-49,4	+	+	nd	nd	++
Sucre raffiné	18,8	-20,1	+	+	338,4	92,0	-
Huile de palme brute	-7,7	-48,0	+	+	-	-	+
Viandes de bétail	-31,9	-53,2	+	+	13,1	-6,5	+
Viandes de volaille	81,5	58,4	+	+	+	+	++
Poissons frais	43,3	39,0	ne	ne	99,8	4,8	-
Poissons fumés	51,3	-19,1	nd	nd	ne	ne	p
Boissons gazeuses	40,9	-1,7	-28,6	-18,9	ne	ne	-
Boissons alcoolisées	46,8	-9,4	31,3	31,6	42,3	28,2	+
Autres boissons alc. importées	-81,5	-86,5	-	-	+	+	+
Liqueurs	385,2	132,4	+	+	170,2	141,2	-
Cigarettes	95,7	27,1			-88	-91	+
Cigarettes importées	96,5	81,3	10,8	24,6			
Savons de ménage	128,7	45,3	299,2	151,2	55,5	130,2	++
Meubles en bois	-61,4	-86,3	nd	nd	-	-	-
Pagne	-29,3	-57,0	131,5	18,9	++	++	-

ne = n'existe pas ou négligeable

nd = existe mais pas d'élément d'appréciation

**+ = positif ++ = très positif - = négatif -- = très négatif p = pas
d'éléments d'appréciation**

CONCLUSION

Entre 1993 et 1996, le budget des dépenses de consommation finale des ménages a subi des modifications à la fois quantitative et structurelle. La consommation de la plupart des produits alimentaires importés s'est inscrite à la baisse dans la période alors que celle des produits alimentaires d'origine agricole locaux s'accroissait. L'évolution des prix relatifs des produits importés ou à forte composante d'inputs importés a été déterminante dans le choix des produits locaux de substitution par les ménages.

Les réformes mises en œuvre en 1994 ont atteint la "maturité" en 1996. Leurs impacts sur la production nationale tant vivrière qu'industrielle sont largement positifs en ce qui concerne les biens de consommation finale bien que certains secteurs tels que le secteur sucrier et celui de l'ameublement semblent traîner encore le pas. Face à la contraction de la demande interne qui a suivi les mesures d'ajustement structurel, certaines branches de l'industrie nationale n'ont dû leur salut qu'aux exportations vers les pays voisins de l'UDEAC principalement mais aussi vers quelques autres pays de la zone Franc et le Nigeria. La demande est en forte croissance, tirée par les exportations mais aussi par la demande effective des ménages qui retrouve la croissance après les baisses de 1994 et 1995. L'industrie nationale et les commerçants de produits vivriers ont su se réadapter à la nouvelle donne en recherchant les débouchés dans les pays voisins dans lesquels les produits camerounais étaient devenus compétitifs. Ces exportations se sont beaucoup diversifiées au cours de la période. Toutefois ces acquis demeurent précaires en ce qui concerne les produits d'origine agricole qui perdent de plus en plus leur compétitivité par rapport aux produits importés et principalement le riz. Le risque d'une reprise des importations des produits alimentaires n'est pas encore écarté. La hausse des prix des produits vivriers après la dévaluation ne semble pas avoir été suffisante pour stimuler la modernisation des méthodes de production de ces cultures. Cette modernisation est pourtant nécessaire si l'on veut garantir un approvisionnement régulier des villes à des prix à la fois compétitifs et rémunérateurs pour le producteur. De plus, la forte demande à l'exportation a tendance à nourrir la hausse des prix et à entretenir la spéculation à l'intérieur si l'appareil de production est rigide ou si sa capacité est insuffisante pour répondre à la demande supplémentaire. Ceci constitue et constituera un danger permanent auquel il faudrait trouver des solutions adéquates surtout maintenant que le tarif préférentiel généralisé a été supprimé en UDEAC.

Les importateurs quant à eux ont recherché et identifié des sources d'approvisionnement qui peuvent leur permettre de mettre sur le marché des produits compatibles avec le pouvoir d'achat en baisse des ménages. On a bien observé ce phénomène avec le ciment hydraulique: les importations massives de la Roumanie ont permis de contenir la hausse des prix sur ce produit et aux ménages de continuer à investir dans la construction des maisons. Un autre exemple pertinent est la friperie dont les importations sont montées en flèche depuis la dévaluation et obligé l'industrie nationale du textile à se tourner résolument vers l'exportation, le marché interne où cohabitent quelques unités formelles et des certaines d'unités informelles étant hautement concurrentiel. L'on peut en dire de même pour les savons et lessives pour lesquels les importations augmentent considérablement dans la période. La compétitivité des biens de consommation finale agricoles ou de l'élevage ainsi que de quelques biens d'investissement locaux tels que le ciment hydraulique, les feuilles de placage, les contre plaqués et le bois scié à l'intérieur comme à l'extérieur (pays voisins notamment) doit par conséquent demeurer une préoccupation permanente des pouvoirs publics et des industriels camerounais si l'on veut conserver et surtout consolider les positions actuelles.